



LE CANARD **en furie**

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant du
Rond point Grand Hôtel, tout droit
jusqu'au bout de la rue.
E-mail: in_dicko@yahoo.fr
90.00.99.83 / 96.75.34.12

PRIX: 300 F

1^{ère} Année:

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN

N° 46 du 16 Octobre 2017

Voyage présidentiel en Australie

À la recherche des dépôts de Salif Diallo ?



Vote pour le budget 2018

Le chantage du Pnds à ses alliés va-t-il marcher ?

FRONT SOCIAL

**L'opposition est sur ses gardes
la surprise risquera d'être grande**

Amères vérités

Le silence des partis politiques, y compris de la majorité, à propos de la loi de finances 2018, est proprement scandaleux

Pour avoir tout pris aux Nigériens avec la suprême assurance de faire pire dans une totale impunité, les gouvernants actuels du Niger ont poussé le rubicond plus loin, trop loin, persuadés qu'ils ont inhibé, grâce à la puissance de l'argent essentiellement, toute capacité d'organisation de la société civile pour risquer d'être combattus, même lorsque cela dépend de la survie de tous les citoyens, sans distinction aucune. Ils ont carrément mis dans la balance, d'une part la survie de leur régime ; d'autre part, celle des Nigériens en tant que peuple, c'est-à-dire des citoyens ayant le droit à une vie décente, au bien-être et au respect de ceux qui ont la charge de conduire les affaires publiques. Encore que ceux qui sont à la tête de l'Etat aujourd'hui n'ont aucune légitimité véritable car issus d'un hold-up électoral qui souffre d'aucune contestation. Et c'est bien là la source et l'explication de tant d'effronterie à l'égard des citoyens ; de tant de mépris pour leurs préoccupations ; de tant de désinvolture et de hardiesse dans tout ce qui fait les malheurs de la population nigérienne. Ils agissent comme ils le font et tout le monde le sait, parce que l'essence de leur pouvoir ne repose pas sur la légitimité populaire, mais bien sur deux choses : la justice et la force militaire et paramilitaire. Ils n'ont de ce point de vue aucun retour d'ascenseur à observer vis-à-vis des populations nigériennes qui deviennent dès lors un bétail financier qu'il faut continuellement presser comme un citron, jusqu'à la dernière goutte. Ils ne travaillent plus dans l'intérêt général, mais bien pour consolider un régime. Ils ne travaillent plus pour le bien-être des populations, mais bien pour ceux qui acceptent, ensemble, de se repaître de ce pain volé et/ou arraché de force aux populations ou qui ferment les yeux devant tant d'injustice, de corruption et d'indifférence à l'endroit des citoyens qu'on abreuve de discours sans fonds.

L'ascenseur, ils savent à qui ils doivent. Ils ne le doivent même pas aux partis alliés qui ont travaillé au hold-up électoral. Encore moins aux convives, notamment au Mnsd Nassara dont les responsables ont tous les principes qui sous-tendaient leur lutte contre la gouvernance scandaleuse de Mahamadou Issoufou pour accepter en échange cadeaux, strapontins et privilèges. Dans le contexte politique, social et économique du Niger, c'est une autre haute trahison vis-à-vis du peuple nigérien. Il faut comprendre Seïni Oumarou et les siens. Pour eux,

la politique, ce n'est pas cet engagement au service de son peuple, mais un jeu interminable de pirouettes visant à vous autoriser l'accès aux prébendes. L'ascenseur, dis-je, ils ne le doivent à personne d'autre que ceux pour qui Mahamadou Issoufou a prévu dans la loi de finances 2018 plus de huit milliards.

La loi de finances 2018, c'est simplement l'étalement de ces amères vérités : un peuple dont le bien-être importe peu aux gouvernants ; des gouvernants qui connaissent parfaitement les leviers de leur pouvoir (forces militaires, paramilitaires et justice) et une société civile, corrompue selon certains ; partisane selon d'autres. La loi de finances 2018, c'est le stade suprême de la pourriture d'une gouvernance sans d'autre idéal que la perpétuation du pouvoir actuel, avec tout ce que cela représente de perversions politiques, financières et sociales.

La plupart des Nigériens qui protestent et qui promettent de combattre la loi de finances 2018 ne se rendent pas compte que si Issoufou Mahamadou a osé plein de vilaines choses et entrepris le suicidaire projet financier de 2018, c'est parce qu'il est rassuré du silence, que dis-je, de la complicité active d'autres leaders politiques. « Issoufou Mahamadou n'est pas seul ». Il y a Hamid Algabid, Cheffou Amadou, Moussa Moumouni Djermakoye, Ibrahim Yacoubou et bien sûr le tout dernier convive, Seïni Oumarou. « Issoufou Mahamadou n'est pas seul ».

Le combat qui se profile met, donc, aux prises les citoyens nigériens qui refuseraient de se soumettre aux diktats de gouvernants qui n'ont aucune raison de revendiquer le moindre sacrifice de la part au peuple nigérien, et un régime dont les principaux tenants peuvent entreprendre des folies pour défendre les intérêts de leurs partis politiques, mais qui sont incapables de lever le petit doigt lorsqu'il s'agit du Niger et de son peuple. Ainsi a-t-on vu Ousseïni Salatou — et on sait à l'instigation de qui il l'a fait — aller à la télé pour dire leur désaccord et leur rejet de tout autre choix que celui du constitutionnaliste Amadou Boubacar Hassane à la vice-présidence de la Ceni [ndlr : Commission électorale]. Aujourd'hui, face à un enjeu de taille pour les conditions de vie des Nigériens, ils gardent le silence. C'est proprement honteux et décevant pour tous ces leaders. Ils ne méritent pas simplement de jouir des privilèges et traitements de l'État.

BONKANO

Voyage présidentiel en Australie

À la recherche des dépôts de Salif Diallo ?

Selon une source bien informée, le Président Mahamadou Issoufou n'aurait pas fait le déplacement à Sidney pour simplement trouver de quoi renflouer les caisses du trésor national. Ce déplacement au pays des kangourous, qu'aucun de ces prédécesseurs n'a eu l'idée de faire, aurait une autre raison. Les mauvaises langues disent que le président Issoufou serait à la recherche d'un trésor perdu. Il serait, sur ce continent, dans un pays ayant très peu de lien de coopération avec le Niger à la recherche de l'argent au profit du Trésor nigérien. De l'argent, la Renaissance en a pourtant trouvé dans les cais-

ses de l'État. Mais la mal gouvernance a eu raison des ressources financières trouvées. Aujourd'hui, après avoir asséché le Trésor public, le président de la République cours dans tous les sens à la recherche d'argent, souvent, fantôme. La rumeur publique annonce d'ailleurs que feu Salif Diallo du Burkina Faso aurait « planqué » quelque part des sommes importantes à lui confiées. Mais aujourd'hui qu'il est décédé, comment mettre la main sur ce pactole ? Comment retrouver de l'argent dans ce vaste monde confronté à une crise financière ? Aujourd'hui le Président



Mahamadou Issoufou pourrait-il retrouver ces sous si jamais ils existent ? De son vivant, feu Sali Diallo s'est tissé une toile d'araignée en termes de relations en Australie où il a servi son pays en qualité d'ambassadeur. C'était sous le régime de Blaise Compaoré pendant que les deux hommes étaient encore en odeur de sainteté.

Pour l'instant, l'on sait juste que c'est une société australienne qui a eu le marché pour la construction de la fameuse centrale de Gorou "Banza", pardon Gorou Banda et qui a, ensuite, sous-traité avec une entreprise chinoise. L'on sait aussi que Feu Salif Diallo a bénéficié de plusieurs marchés au Niger dont certains ont défrayé la chronique.

Arouna Y.

Vote pour le budget 2018

Le chantage du Pnds à ses alliés va-t-il marcher ?

Des responsables du PNDS, principal parti de la majorité au pouvoir, auraient tenu une réunion, il y a quelques jours, pour statuer sur le budget en examen à l'Assemblée et dont d'aucuns pensent qu'il risque de faire éclater la mouvance. Au sein même du Pnds Tarayya, il semblerait que beaucoup de personnes et pas des moindres ne sont pas d'accord avec ce budget, elles auraient même refusé le débat. Au cours de cette rencontre, le Pnds aurait décidé de tenir certains alliés de la mouvance sur les carreaux tout en leur brandissant des dossiers qu'ils traîneraient. Selon la même source, ils auraient même avancé les noms de tous ces alliés : Seyni Oumarou, (dont le budget aurait été ramené à 200 millions de nos francs au lieu des 500 millions et à qui on aurait signifié que la porte est toujours ouverte); Albadé Abouba, Ibrahim Yacouba, Cheffou Amadou, Mohamed Ben Omar, Ladan Tchiana et Kassoum Moctar. Dans leurs calculs, ils obligent tous ces leaders de faire pas-

ser ce budget sans arrière pensée. Maintenant ce n'est plus un problème de leader de parti politique, mais plutôt de survie, c'est le peuple qui doit payer les pots cassés à leurs places, pourtant ce sont eux ont qui détourné l'argent destiné à ce pauvre peuple Nigérien par les différents bailleurs de fonds. Au sein de la mouvance, il y a des leaders de partis comme Lawane Magagi, Jean Padounou, Abdou Labo et consorts qu'il faut convaincre. Il y a aussi des petits partis qui leur sont acquis, par exemple Sanoussi Jackou et consorts. Il existerait aussi des têtes brûlées qui ne sont pas liées à leur gestion, et qui peuvent claquer la porte à tout moment. Ils auraient même, semble-il, envoyés un émissaire pour convaincre le président du PJD et les autres suite à une intervention télévisée dans laquelle il n'a pas du tout ménagé le pouvoir en place par rapport à la nomination du vice-président de la CENI. Concernant la société civile, ils

disent avoir réussi à anéantir certains acteurs de la société civile. Pour le moment seul Ali Idrissa leur tiendrait la tête. Quant aux syndicats, ils maîtrisent la situation avec l'ITN et ils tiennent les enseignants par le fameux concours. Il n'y aurait plus de grève.

Arouna Y.



Panama Papers

Sur les traces d'un gros bonnet nigérien

Une enquête planétaire réalisée par une centaine de journaux sur 11,5 millions de documents a révélé des avoirs dans les paradis fiscaux de 140 responsables politiques ou personnalités de premier plan. Plusieurs responsables africains sont cités, directement ou indirectement.

Au Niger un gros bonnet qui officie dans le commerce de cigarette et le transport serait dans le viseur des journalistes fouineurs. Selon nos sources, ce monsieur aurait ouvert des comptes un peu partout dans les paradis fiscaux. Voilà où le gouvernement doit chercher les sous pour renflouer les caisses du trésor au lieu d'imposer des pauvres citoyens qui tirent le diable par la queue. Nous y reviendrons dans nos prochaines parutions avec beaucoup plus de détails.

A.I

L'opposition est sur ses gardes la surprise risquera d'être grande

Les Nigériens vivent une descente aux enfers dont on ne peut a priori savoir jusqu'où elle pourra conduire le pays. Jamais, ils n'ont connu des moments d'incertitudes et d'angoisse comme ceux qu'ils traversent aujourd'hui sous la gouvernance « éclairée » – comment ne pas oser l'ironie – des socialistes. Qui pouvait croire que des Nigériens qui, hier pour des incidences financières alors que leurs salaires sont régulièrement payés et que des arriérés sont épongés, et pour un Tazartché qui ne menaçait pas leurs intérêts vitaux, pouvaient aujourd'hui être aussi attentistes et fatalistes pour accepter pire que ce qui les mobilisait en ces temps-là à supporter aujourd'hui une gouvernance aussi inique qui arrache tout espoir et qui chaque jour, n'envisage que des mesures devant compliquer une vie devenue pour eux un cauchemar. Qui pouvait donc croire que les Nigériens puissent, quand pour un dossier qui faisait cas de malversations de quelques trois milliards au MEBA ils avaient fait tout le tintamarre qui a fini par réveiller tout un pays sur ce qui pouvait être la grosse affaire compromettante de l'histoire du pays, aujourd'hui face à des cas énormes et plus graves de détournements mettant en cause des centaines de milliards lourds, se complaire dans un mutisme qui frise la démission collective la plus totale et la plus ignominieuse ? Qui pouvait croire que dans un pays, où pour la moindre violation des textes de la Constitution des syndicats et autres centrales qui, pouvant s'élever pour se servir d'un tel alibi pour dire vouloir défendre la démocratie, que ces mêmes acteurs, se terrant pour avoir vendu leur âme au diable pour faire plaisir à une complicité cultivée pendant des années avec certains milieux politiques au nom de proximités idéologiques douteuses, puissent aujourd'hui, comme s'ils avaient choisi de se détourner de la gestion du pays, pour ne rien voir de ses tares, et puissent encore, par leur silence pour lequel, ils devront forcément répondre un jour, démissionner de leurs responsabilités face à l'histoire d'un peuple qui s'écrit en pointillés, quelque fois par des larmes et l'encre du remord ? Qui pouvait

croire que dans ce pays où en d'autres temps, un opposant, jouant au Rambo, pouvait forcer la PJ pour y extirper un homme qui y est gardé, que l'on puisse accepter dans ce même pays tant d'injustices, en arrêtant et en emprisonnant selon les volontés des princes sans que personne ne dénonce ces pratiques intolérables ? Le Niger, en vérité, est méconnaissable aujourd'hui. Le socialisme en a fait sa chose.

Par les socialistes, le Niger est devenu un vaste chantier de détournements, une terre d'injustices, d'hypocrisie, de déni de droit, de ruptures d'égalité, de vastes outrages et de démission collective. Et les Nigériens regardent, presque impuissants à se mettre debout et à se dresser face aux pires situations auxquelles ils font face aujourd'hui. L'heure est grave. Par sa gestion chaotique, la Renaissance a fini par mettre l'économie nationale à terre, et à faire de la politique un instrument de détestation. L'école, alors qu'elle a servi, par quelques investissements, à enrichir la clientèle politique chargée de la construction de certaines infrastructures scolaires, dont certaines, ne répondent pas aux normes techniques, avec certaines qui n'ont même pas pu résister aux premières intempéries, est en passe de devenir une poudrière de la République. L'argent public du contribuable est ainsi mal géré, et sans profiter à l'État, il n'a pu servir qu'à des particuliers qui bénéficient de privilèges et de faveurs auprès des princes mercantilistes qui décident.

Après avoir garni leurs comptes en banque, souvent à BNP Paris-Bas, si ce n'est souvent quelque part à Doubaï, et après avoir érigé ici et là à travers le pays, villas et buildings cossus, les socialistes, sortant de la misère qu'ils partageaient naguère avec l'ensemble des Nigériens, sont aujourd'hui prêts à rendre la vie difficile aux populations nigériennes dont ils semblent ne pas se soucier de leur sort. Un grand mur les sépare désormais du peuple dont ils se revendiquaient pourtant il n'y a pas si longtemps. L'argent change l'homme. Qui pouvait croire qu'un socialisme puisse être capable d'une telle destruction sociale ? Alors que le pouvoir d'achat des

Nigériens s'amenuise chaque jour, est-il normal, que dans un contexte de paupérisation accélérée et de misère crasse, qu'on invente et applique à tout vent des taxes et autres impôts fantaisistes inopportuns que rien ne peut dans le contexte actuel justifier ? La solution apparemment facile que le gouvernement de Brigi Rafini à court d'idée veut prendre pour redresser une situation nationale désespérante, ne peut qu'asphyxier des Nigériens qui endurent les affres de la malgouvernance socialiste et étouffer une économie exsangue qui ne tient plus qu'au hasard des marchés parce que des choix politiques irraisonnés avaient, par le déguerpissement qu'aucune urgence ne justifiait, déstructuré l'activité commerciale dans un pays qui avait besoin de consolider des acquis d'une gouvernance antérieure qui avait posé les jalons d'un décollage économique qui autorisait quelque optimisme aujourd'hui gravement compromis. Par les choix que portent aujourd'hui la nouvelle loi de Finance actuellement en débat à l'Assemblée Nationale, les prochains jours risqueront d'être les plus difficiles que les Nigériens vivront si jamais, à temps, ils ne prennent pas la mesure du danger qui les guette. Le socialisme est décidé à marcher sur leur cadavre pour survivre à ses déboires et sans doute que les Nigériens n'ont pas d'autres choix que de résister face à cette politique suicidaire.

Il est donc aujourd'hui l'heure pour le peuple de sortir de sa torpeur, et de comprendre ; de comprendre que l'on n'a que son pays et l'on ne peut et ne doit rien défendre, que le pays d'abord. Comme dirait l'autre, l'heure a sonné et le peuple doit se mettre debout, pour défendre avec les miettes de dignité qui lui restent encore, la part de vie à laquelle il a droit. Et ce d'autant d'ailleurs qu'entre un système qui compromet une existence et un pays, le choix ne doit pas être difficile pour un peuple. Demain, si l'on n'y prend pas garde, le Niger sera invivable pour les bourses modestes et pour que la vie soit possible pour un peuple qui est régulièrement classé, sous les Renaissances, dernier de la pla-

nète, il ne reste plus à ce peuple condamné qu'à résister et à lutter pour de meilleures conditions de vie. On ne peut avoir trahi un peuple en pillant sa richesse et en détruisant toutes les valeurs qui constituent le socle de son existence et lui demander de réparer cette situation par un sacrifice qu'on voudrait lui imposer tout en laissant les gouvernants qui se rient des souffrances du peuple conserver leurs privilèges et narquer le peuple.

Quand on voit ces jours difficiles venir, personne ne peut plus se dérober à l'appel de la nation pour se cacher même derrière quelques considérations partisans qui sacrifient l'existence même de la nation. Chaque Nigérien est dès lors interpellé, à s'engager dans les luttes prochaines que le peuple devra forcément mener pour sa survie. Acteurs de la société civile, hommes politiques, syndicalistes, journalistes, travailleurs, élèves et étudiants, doivent comprendre que l'heure est grave et que l'heure des grandes décisions a sonné. Et dans la marche difficile que devra encore mener le peuple, personne ne doit se mettre en marge des solidarités que le contexte impose pour aller dans les luttes qui libéreront un peuple qui fait encore face à l'Histoire et à ses défis. Notre existence et notre démocratie sont menacées. Et pour ceux, certains encore indécis doivent se décider. Avec ces lois triturées, et ces commissions électorales taillées sur mesure, c'est une monarchie rampante qu'on est en train de mettre en place. L'opposition est sur ses gardes, la surprise risquera d'être grande et dévastatrice pour des alliés avilis et aliénés.

Faut-il croire que la Renaissance a profondément étudié le Nigérien et qu'elle aurait compris qu'avec ce peuple peut-être loubard et couard, elle peut se permettre tous les abus sans qu'il ne soit jamais capable de représailles, sans qu'il ne soit capable de se défendre ? Ce peuple, pouvait-il être aussi lâche quand partout autour de nous, les peuples se battent pour se faire maître de leur destin ? Les Nigériens ne méritent-ils pas mieux que la servilité que leur imposent les socialistes et la misère qu'ils leur imposent ? Ce peuple doit savoir par quelle porte il doit rentrer dans l'histoire...

A.I

Assemblée Nationale

Ousseini Tinni est-il devenu le griot de Issoufou ?



Dans son discours d'ouverture de la session budgétaire au titre de l'année 2017, le président de l'Assemblée nationale Ousseini Tinni certainement dépassé par les événements dans lesquels leur régime est plongé, n'a trouvé mieux que de faire allégeance au Président de la République. Il a demandé aux nigériens d'arrêter de s'en prendre au président de la République qui serait une institution. Le président de l'Assemblée feint d'ignorer que c'est la présidence de la République qui est l'institution. Le président n'est qu'une fonction qui est elle-même galvaudée depuis l'arrivée du guri au pouvoir. Suite à cette allégeance, son dossier au niveau de l' "ARTP" serait classé pour le moment.

A.Y

Vice-présidence de Ceni

Aladoua Amada est choisi par Issoufou comme vice-président

Le Président Issoufou Mahamadou a choisi son vice-président à la Ceni pour des probables élections présidentielles de 2021. Pourtant un comité chargé du choix aurait été mis en place avec le Cndp, pour choisir parmi des candidats un vice-président pour la Ceni. Malheureusement, tous les moyens qui sont mis en place auraient été violés par le Président Mahamadou Issoufou pour nommer Aladoua Amada comme vice-président de la Ceni tout en tant éliminant les autres pour des raisons que nous connaissons. Voilà quelqu'un qui, semble-t-il, n'aurait jamais été le choix ni du comité, ni du Cndp pour briguer ce poste de vice-président. Toujours selon notre source, le présidium du Pnds Tarayya s'est

réuni pour examiner la situation sociopolitique et économique du pays. Au cours de leur rencontre, le présidium aurait dit que le Pnds Tarayya n'entend laissé ce pouvoir à qui ce soit. Pour montrer une fois de plus qu'ils n'ont du respect pour personne, même ceux qui pensent qu'ils sont leurs alliés. D'aucuns sont allés jusqu'à dire le Pnds est là pour faire une cinquantaine d'années au pouvoir. De toute façon, comme dit l'autre, il faut être mécréants pour avoir une pensée pareille.

Ce qui est sûr maintenant, le Président Issoufou Mahamadou aurait mis sa machine en marche pour des fraudes aux prochaines élections de 2021. Rien ne va l'arrêter, du moins ce qu'il pense.

A.Y

CCFN de Niamey

Une Table Ronde sur la Célébration de la 15^e journée Mondiale Contre la Peine de Mort

Dans le cadre de la célébration de la 15^e journée mondiale contre la peine de mort au Niger édition 2017, Une table ronde a été organisée au CCFN Jean Rouch de Niamey ce mardi 10 octobre 2017 par le collectif de défenses des droits humains ONG REPORTDEVH Niger et la coalition nigérienne contre la peine de mort au Niger avec l'appui finan-

sur la peine de mort qui se sont tenus à Niamey en 2016 ;

.Sensibiliser le grand public sur les raisons pour lesquelles les personnes vivant dans la pauvreté courent plus de risques d'être passibles de la peine de mort et, par conséquent, favoriser son abolition;

.Promouvoir les recommanda-



cier et technique du Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France. Il s'agit d'une activité visant à échanger sur la problématique retenue cette année par la Coalition mondiale contre la peine de mort dont le thème est : «Pauvreté et peine de mort», un thème particulièrement intéressant au Niger, qui a guidé les discussions de la table ronde. Il convient de rappeler que cette table ronde a eu la participation de plusieurs personnalités dont des conférenciers, modérateurs et représentants des structures organisatrices. L'objectif global du projet est de contribuer à promouvoir l'abolition en droit de la peine de mort au Niger et obtenir l'abolition universelle et en droit pour tous les crimes dans les textes.

Objectifs spécifiques :

.Commémorer la 15^e Journée mondiale contre la peine de mort à travers une table ronde au CCFN de Niamey le 10 octobre 2017 ;

.Vulgariser les recommandations du 1^{er} forum national des abolitionnistes du Niger et de l'atelier national des faiseurs d'opinion

tions et résolutions issues de la dernière assemblée générale de la Coalition Mondiale contre la peine de mort tenue à Washington, DC du 22 au 24 juin 2017;

.Inciter les pouvoirs publics au respect des engagements pris lors de la 60^{ème} session de la Commission Africaine des droits humains tenue à Niamey en mai 2017 afin d'aller vers une loi sur l'abolition de la peine de mort au Niger;



.Faire un point de situation sur les enjeux, forces, faiblesses et perspectives sur la question de la peine de mort au Niger afin d'identifier un mécanisme efficace permettant de voter la loi sur l'abolition de la peine de mort au Niger.

«Tayi Tawri» : les Nigériens vont devoir davantage se serrer la ceinture !

Le Président du Niger, Mahamadou Issoufou. (Crédits : DR) Conjoncture oblige et pressé par ses partenaires financiers, le gouvernement nigérien s'est engagé dans une véritable opération de ressources internes. Des mesures annoncées pour le prochain exercice budgétaire vont se traduire par l'augmentation de certains tarifs et l'instauration de nouvelles taxes afin de rehausser les recettes fiscales. De quoi susciter l'inquiétude chez les consommateurs dont le pouvoir d'achat sera fortement impacté et qui s'attendent également à ce que l'Etat y contribue en réduisant son train de vie et en améliorant la gouvernance publique. De quoi exacerber les risques de tensions sociales dont les germes mûrissent depuis quelques temps. Décryptage.

Les Nigériens avaient inventé depuis quelque temps un concept, «*Tayi Tawri*» (les temps sont durs en langue haoussa) pour ironiser sur la morosité économique ambiante dont les prémises avaient pointé leur nez dès les premiers mois de la crise née de la baisse des cours des matières premières entamées en 2014. Ce n'était pourtant que la partie visible de l'iceberg, car si depuis, comme au niveau mondial, le contexte ne s'est que relativement peu amélioré, les prochains mois s'annoncent encore plus difficiles et il va falloir se serrer davantage la ceinture.

Cette fois, ce n'est point l'Etat et ses caisses qui vont subir l'impact de la crise, mais les contribuables, désormais «*invités*» par le gouvernement à mettre la main à la poche. C'est en tout cas ce que laisse présager le prochain exercice budgétaire qui s'ouvre dans quelques mois et qui, le moins que l'on puisse dire, ne s'annonce pas sous de bons auspices pour les consommateurs nigériens. Malgré des perspectives économiques quelque peu solides selon le FMI, le pays traverse une crise des finances publiques avec l'assèchement des recettes provoquées par divers facteurs endogènes et exogènes. Après avoir tenté de tenir bien que mal ces derniers mois en misant notamment sur des mesures destinées à améliorer la mobilisation des ressources internes, les autorités nigériennes comptent désormais élargir l'assiette fiscale pour engranger plus de recettes.

Hausse du tarif d'électricité, instaura-

tion de nouvelles taxes et certaines redevances ou réintroduction de la TVA sur certains produits de première nécessité : **les mesures contenues dans le projet de loi de finances 2018 actuellement en discussion au Parlement vont induire une hausse du coût de la vie pour les consommateurs.**

Pour l'Etat, il s'agit plutôt de se conformer aux directives des partenaires financiers notamment le FMI qui soutient le Niger par un programme d'assistance financière au titre de la Facilité élargie de crédit. A plusieurs reprises, les services de l'institution de Brettons Wood ont certes encouragé le Niger sur les progrès réalisés conformément aux objectifs convenus tout en réitérant au gouvernement la nécessité de poursuivre les efforts pour une plus grande mobilisation des ressources fiscales.

La semaine dernière, à l'occasion de la dernière réunion de la zone Franc à Paris, à laquelle a pris part le ministre nigérien des Finances Hassoumi Massoudou, les pays membres se sont engagés à renforcer la mobilisation des ressources internes, notamment les recettes fiscales qui ne dépassent pas 15% du PIB en moyenne dans la région.

Un plan d'action en 21 mesures a été adopté en ce sens sous la direction de l'argentier français Bruno Le Maire qui a clairement fait savoir à ses homologues du continent «*qu'on ne peut pas envisager de réduction durable de la dette ni de relance de l'économie et de croissance sans mobilisation des recettes fiscales*». A force de ressasser les mêmes recettes, le message est cette fois bien entendu par le gouvernement nigérien qui n'a de toute façon pas beaucoup d'options en la matière.

Hausse du coût de la vie en vue Lors de son dernier conseil des ministres du vendredi 6 octobre, le gouvernement a adopté un projet de décret portant approbation de la structure des tarifs applicables aux usagers finaux du service public de l'énergie électrique fournie par la société publique d'électricité, la NIGELEC. Les nouvelles dispositions sont destinées à induire une hausse de la facture d'électricité des abonnés dès janvier 2018 comme l'a d'ailleurs expliqué, dans un point de presse tenu ce lundi 9 octobre, le di-

recteur général de l'Autorité de régulation du secteur de l'énergie (ARSE). **La hausse sera de 8% à un peu moins de 50% en fonction de la consommation et des tranches abonnements des clients de la NIGILEC.**

Ce n'est pas tout puisque dans le PLF 2018, le gouvernement a introduit de nouvelles dispositions dans le Code général des impôts (CGI) ainsi qu'aménager les modalités de recouvrement des taxes et impôts. **Taxe d'habitation, taxe synthétique, aménagement ou réintroduction de nouvelles recettes fiscales sur certains services ou produits de première nécessité** : la liste est loin d'être exhaustive et confirme l'ambition du gouvernement de **porter le niveau des recettes de moins de 15% du PIB actuellement à 25% d'ici les cinq prochaines années.** Les contribuables nigériens vont assurément trinquer !

Vents défavorables

Si le pays s'en sort relativement mieux que certains de ses voisins avec un **rythme de croissance du PIB attendu de 5,2% cette année et une inflation de 2%**, le Niger a subi de plein fouet les répercussions de la morosité économique mondiale induite par la baisse des matières premières notamment l'uranium dont il est l'un des plus importants producteurs et dans une moindre mesure le pétrole. A cela s'ajoute la récession qu'a connu son géant voisin et premier partenaire commercial le Nigeria et par la suite sont venus s'ajouter le gel de certains investissements miniers. La conjugaison de ces facteurs a entraîné un important manque à gagner pour les caisses de l'Etat, ce qui a imposé au gouvernement d'entamer dès l'année dernière, la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de mobilisation des recettes fiscales afin de combler son déficit budgétaire qui ne cesse de se creuser alors que parallèlement la tendance à l'endettement sur les marchés régionaux et auprès des bailleurs internationaux lui avait valu des alertes répétées du FMI.

Ainsi, la loi des finances en cours d'exécution s'est traduite par la mise en œuvre de certaines dispositions visant la rationalisation des dépenses publiques par la création d'un compte unique au Trésor, l'informatisation des systèmes de gestion des régies

financières et le gel partiel des recrutements dans la fonction publique. Des contrats d'autres agents du secteur de l'éducation ont même été résiliés officiellement à la suite d'une évaluation de niveau, sans pour autant que cela occulte l'autre objectif inavoué, celui de contenir l'explosion de la masse salariale dont le poids n'a cessé de s'alourdir ces dernières années creusant davantage le déficit budgétaire que le gouvernement n'a pas pu contenir par sa politique d'endettement.

A la fin du mois dernier, le Niger a dû réviser certaines dispositions de son Code des investissements afin de mettre fin à certaines exonérations fiscales qui engendrent une perte colossale aux caisses de l'Etat.

[Lire aussi : Niger : moins d'exonérations fiscales pour freiner la baisse des recettes budgétaires]

En dépit de ces efforts, la moisson n'a donc visiblement pas été à la hauteur des objectifs et désormais même au sein du gouvernement, certains ministres n'hésitent pas à brosser un tableau sombre du contexte économique pour justifier la dynamique assez morose que vit le pays.

Il faut dire qu'en plus de la conjoncture internationale, le Niger fait face à une explosion de ses dépenses de sécurité afin de faire face à la multiplication des menaces (Boko Haram au sud-est, AQMI au nord-ouest et Daech au nord-est). Selon le ministre des Finances, **le déficit budgétaire actuel et qui pourrait se hisser à quelque 310 milliards de FCFA en 2018 selon les prévi-**

Suite page 7

Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

Directeur de publication

Arouna Yacouba
99.34.21.99

Directeur Commercial

Inoussa DICKO

E-mail : in_dicko@yahoo.fr
90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition

Le Canard en furie

Tirage: 1000 Exemplaires sur
Les presses de la G.I.N

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier : Sont approuvées, telles qu'annexées au présent décret, la méthodologie tarifaire et la structure des tarifs applicables aux usagers finaux du service public de l'énergie électrique fournie par la Société Nigérienne d'Electricité (NIGELEC).

Article 2 : La période tarifaire pour la méthodologie et la structure ainsi approuvées est de cinq (05) ans avec deux phases d'ajustement : 2018-2020 et 2021-2022.

Article 3 : La méthodologie tarifaire et la structure des tarifs sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 4 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret, notamment celles du décret n°2012-246 /PRN/ME/P du 30 mai 2012, portant révision des tarifs d'électricité de la Société Nigérienne d'Electricité (NIGELEC).

Article 5 : La Ministre de l'Energie est chargée de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 06 octobre 2017

BT - Général 3 kW		
Charge Fixe	FCFA/Abonné/Mois	1 278
Prix de l'Energie		
0-150 kWh	FCFA/kWh	68,37
151-300 kWh	FCFA/kWh	89,82
> 300 kWh	FCFA/kWh	127,27
BT - Général 6kW		
Charge Fixe	FCFA/Abonné/Mois	2 557
Prix de l'Energie		
0-150 kWh	FCFA/kWh	68,37
151-300 kWh	FCFA/kWh	89,82
> 300 kWh	FCFA/kWh	127,27
BT - Général 12kW		
Charge Fixe	FCFA/Abonné/Mois	5 113
Prix de l'Energie		
0-500 kWh	FCFA/kWh	96,38
> 500 kWh	FCFA/kWh	136,58
BT - Général 18 kW		
Charge Fixe	FCFA/Abonné/Mois	7 670
Prix de l'Energie		
0-500 kWh	FCFA/kWh	96,38
> 500 kWh	FCFA/kWh	136,58
BT - Général 30 kW		
Charge Fixe	FCFA/Abonné/Mois	12 784
Prix de l'Energie		
0-500 kWh	FCFA/kWh	96,38
> 500 kWh	FCFA/kWh	136,58

Suite de la page 6

sions du PLF, s'explique en grande partie par la prise en charge de ces questions sécuritaires. Le président nigérien Mahamadou Issoufou a maintes fois fait d'ailleurs savoir que **depuis 2011, les dépenses budgétaires consacrées à la sécurité et à la défense ont été multipliées par quinze**, une charge colossale pour l'un des pays les plus pauvres du monde.

Risques d'exacerbation sociale

Les autorités ont alerté depuis l'année dernière que si rien n'est fait, la situation serait catastrophique, ce qui a sans doute préparé les Nigériens à anticiper certaines de ces mesures d'austérité. Bien que les autorités parviennent certes difficilement et assez souvent avec du retard, à payer les salaires et les autres traitements des agents de l'Etat, les nouvelles mesures risquent d'exacerber les tensions sociales. L'augmentation du coût de la vie qu'elles vont induire sur le pouvoir d'achat des ménages et des simples citoyens est certaine, même si le gouvernement se défend de vouloir augmenter la pression fiscale individuelle.

De manière générale et contrairement au passé, les consommateurs se préparaient et semble s'attendre même à des lendemains incertains et surtout difficiles si l'on considère l'accueil réservé à l'annonce des nouvelles mesures dont c'est un fait, passeront sans problème la case Parlement, le gouvernement disposant d'une forte majorité. Toutefois, cela n'empêche pas l'amplification des tensions sociales qui risquent de s'exacerber au-delà des séries de grèves d'agents de l'Etat et des étudiants. Le fait est que pendant que les citoyens sont appelés à se serrer davantage la ceinture, le gouvernement lui re-chigne à contribuer à l'effort national comme le fait remarquer l'économiste Adamou Louché Ibrahim pour qui **«c'est à l'Etat de donner d'abord le bon exemple en réduisant son train de vie et en améliorant la gouvernance des administrations et services publics»**.

Il est vrai qu'avec un gouvernement pléthorique d'une cinquantaine de membres, des institutions et services budgétivores, des fonds politiques exorbitants et des dépenses de prestige loin d'être prioritaires au vu du contexte actuel, le régime d'Issoufou Mahamadou ne semble pas s'inscrire dans une logique de cure d'austérité qui constitue pourtant l'alternative la plus crédible en pareille circonstance comme d'autres pays plongés dans la même situation ont décidé à le faire. C'est là que germent les risques d'exacerbation et de tensions sociales qui risquent de s'amplifier encore dès l'entrée en vigueur des nouvelles mesures, en janvier prochain.

En 2005, le gouvernement de l'époque avait tenté de faire rehausser la TVA applicable à certains produits de première nécessité dans le but juste-ment de rehausser la recette fiscale. La levée de boucliers de la société civile et les manifestations monstres ont obligé les autorités à faire marche arrière.

Par Aboubacar Yacouba Barma

BT - Social		
Charge Fixe	FCFA/Abonné/Mois	250,00
Prix de l'Energie		
0-50 kWh	FCFA/kWh	59,45

Signé : Le Président de la République

Le Premier Ministre

BRIGI RAFINI

ISSOUFOU MAHAMADOU

La Ministre de l'Energie

MADAME AMINA MOUMOUNI

Pour ampliation :
Le Secrétaire Général
du Gouvernement


ABDOU DANGALADIMA